



Jessica Mwiza

Afroféministe, Panafricaniste, #Rwanda #Justice #Vérité

Abonné-e de Mediapart

BILLET DE BLOG 8 MARS 2023

Les FDLR, produits de l'idéologie génocidaire et bourreaux du Congo

L'interview, le 17 février dernier, du ministre congolais de la Communication Patrick Muyaya sur Al Jazeera fut hors normes à plusieurs niveaux.

Ce blog est personnel, la rédaction n'est pas à l'origine de ses contenus.

Après des mois passés à arpenter les plateaux télé pour accuser le Rwanda d'être responsable des violences à l'est de la RDC à l'aide de tous les mensonges et extrapolations imaginables, le porte-parole du gouvernement congolais a commis une erreur majeure.

Une conséquence de sa maîtrise hasardeuse de l'anglais ou d'un surmenage médiatique ? Toujours est-il que, acculé par son interlocuteur, le ministre a admis à demi-mots la complicité du gouvernement congolais avec les Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR), une milice extrémiste issue des auteurs du génocide perpétré contre les Tutsis, en qualifiant le groupe génocidaire de "mouvement" plutôt que de groupe rebelle.

Pour ceux qui suivent de près la situation géopolitique à l'Est de la RDC, cet aveu ne devrait surprendre personne étant donné les liens étroits qui ont toujours existé entre le groupe armé et les élites congolaises.

Contradictions en série

Depuis plusieurs mois, le gouvernement congolais enchaîne les déclarations contradictoires sur les FDLR.

En septembre 2022, devant l'Assemblée Générale des Nations Unies, le Président Tshisekedi avait déclaré qu'ils ne représentaient plus aucune menace, allant jusqu'à souligner qu'il ne s'agissait que d'un prétexte utilisé par le Rwanda pour justifier son agression.

Il y a quelques jours, lors d'une interview sur France 24, le ministre des Affaires étrangères congolais Christophe Lutundula a nié la présence de membres du FDLR sur le sol congolais, avant de se rétracter inconsciemment en affirmant que la force régionale d'Afrique de l'Est avait été mandatée pour éradiquer tous les groupes négatifs - dont les FDLR !

Ces positions contrastées, à mille lieues de la diabolisation unanime du M23, sont symptomatiques de l'évolution des perceptions de l'élite congolaise vis-à-vis du mouvement terroriste, coupable d'exactions envers la population locale, mais aujourd'hui perçu avec sympathie grâce à leur collaboration avec l'armée congolaise dans leur lutte contre le M23.

Menace réelle

L'idée que les FDLR ne représentent plus un danger, répétée à l'envie par les responsables politiques congolais, a été largement reprise dans la presse internationale. Mais ce discours ne tient pourtant pas la route lorsqu'on se penche sur les faits.

Il y a quelques années, le groupe était encore décrit par l'ONU comme étant « l'un des plus importants groupes armés étrangers opérant sur le territoire de la République démocratique du Congo ».

Plus récemment, en 2021, le gouverneur du Nord-Kivu, Carly Nzanzu, avait déclaré que des combattants FDLR étaient responsables de l'[assassinat](#) de l'ambassadeur italien Luca Attanasio la province du Nord-Kivu. En décembre 2022, un rapport de Human Rights Watch a confirmé la collaboration entre les forces armées congolaises et les FDLR.

De plus, la milice se démarque des plus de 130 groupes armés qui sévissent à l'est du Congo par deux aspects : son expertise militaire et un réseau économique étendu.

Les FDLR ont reconstitué des écoles militaires dans l'exil ; ils bénéficient d'une **formation militaire**, et comptent un nombre croissant de Congolais dans ses rangs.

Deux rapports, celui de la MONUSCO datant de 2014, et celui du Pole Institute datant en 2022 ont révélé que les FDLR contrôlaient 95 % du commerce du charbon de bois à Goma, un trafic qui génère plus de 45 millions de dollars par an. Fortune qu'ils ont investi dans l'immobilier et dans l'hôtellerie à Goma. De plus, la milice vit des taxes sur les populations locales.

En d'autres termes, les FDLR sont loin d'être la poignée d'irréductibles combattants refusant de remettre les armes qu'ont décrit les autorités congolaises.

La haine et la barbarie en héritage

Dès leur arrivée dans l'est du Congo en juillet 1994, les extrémistes Hutu en cavale ont commencé à répandre leur idéologie de haine dans toute la région, et de nombreuses zones des provinces du Nord et du Sud-Kivu sont devenues inhabitables pour les Tutsis congolais.

Aujourd'hui, depuis leurs bases, les FDLR ont transmis leur vision du monde à une nouvelle génération. S'appuyant sur les tensions ethniques locales, endogènes et liées à une compétition territoriale, ils ont inculqué aux Congolais l'idée hamitique, c'est à dire l'idée d'un conflit régional entre peuples bantous (dont lequel ils classent les Hutus) et nilotiques (Tutsis).

A ce jour, ils rêvent toujours de reconquérir le Rwanda, où ils comptent réinstaurer un régime d'apartheid semblable à celui qui existait avant 1994.

Obstination dans l'erreur

Les FDLR ne sont pas un épiphénomène ou une conséquence du chaos à l'est du Congo, mais une de ses causes profondes. Ses effets néfastes ont été amplifiés par le soutien du gouvernement congolais.

En fonction de leurs besoins, les régimes congolais successifs ont parrainé la milice génocidaire. En juillet 1994, le Président Mobutu les avait accueillis à bras ouverts. En 1998, c'est le président Laurent Désiré Kabila qui, après avoir tourné le dos à ses alliés rwandais et ougandais, eut recours à eux et mobilisa plus de 20 000 combattants qu'il intégra dans l'armée nationale.

Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que Patrick Muyaya ait qualifié les FDLR de « mouvement », et non de groupe armé, banalisant ainsi l'organisation criminelle, ou bien le fait que l'armée congolaise collabore avec ces derniers au lieu de les

combattre.

Ce blog est personnel, la rédaction n'est pas à l'origine de ses contenus.